



**Notes d'allocution pour**  
**l'honorable Steven Guilbeault,**  
**ministre de l'Environnement et du Changement climatique**

**CONCERTATION MINISTÉRIELLE DE L'ORGANISATION  
INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF),  
66<sup>e</sup> SESSION DE LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA  
FEMME**

**Le 17 mars 2021  
Paris, FRANCE**

10 minutes  
1,600 words

Bonjour. Merci, Madame la Secrétaire générale.

Je remercie l'OIF pour son invitation.

Avant de commencer, je voudrais évoquer la situation de l'Ukraine.

Comme membre actif au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie, le Canada se félicite que la Francophonie se soit mobilisée pour « réprover avec vigueur et dans les termes les plus énergiques » l'agression militaire de l'Ukraine par la Russie dans une résolution adoptée par consensus à la 40<sup>e</sup> Conférence ministérielle.

L'invasion de l'Ukraine, membre observateur de la Francophonie, va à l'encontre des valeurs de paix, démocratie et de solidarité qui constituent le

fondement de la Francophonie et se retrouvent au cœur de ses actions.

Le Canada condamne fermement l'invasion injustifiable et non provoquée de l'Ukraine par le président Poutine.

Cet acte injustifiable et hostile constitue une violation flagrante du droit international et de l'ordre international fondé sur des règles.

Le Canada soutient fermement l'Ukraine et son peuple.

Aujourd'hui, je vous parlerai de trois besoins fondamentaux au cœur de l'ensemble des questions femmes-climat, et vous offrirai quelques exemples et pistes de solutions :

D'abord, le besoin de mieux inclure les femmes dans les décisions, la conception et la mise en œuvre des politiques publiques sur le climat et autres;

Deuxièmement, le besoin que nos actions soient plus sensibles à la question du genre de la population; et

Et finalement le besoin de promouvoir le leadership féminin.

Abordons ensemble cette problématique de première importance : les femmes sont les plus vulnérables aux changements climatiques.

Les agricultrices sont responsables de 45 à 80 pourcent de toute la nourriture produite dans les pays en développement.

Les inondations comme les sécheresses menacent leurs récoltes et, par conséquent, leur autonomie financière, leur survie et celle de leurs familles.

En cas de catastrophes, les femmes tendent aussi à travailler davantage pour garantir leur subsistance. Elles ont alors moins de temps à consacrer à leur développement professionnel.

L'approvisionnement en nourriture est de plus en plus difficile à prévoir.

Responsables des achats domestiques bien souvent, des milliards de femmes peinent à trouver de quoi nourrir leurs proches.

Les conditions dans lesquelles elles vivent sont graves.

Les répercussions de la crise climatique touchent les femmes de façon disproportionnée.

Il faut prendre action.

Les femmes sont sources de sagesse ancestrale. Les femmes et les filles sont souvent en charge de l'approvisionnement en eau et en nourriture.

Celles qui travaillent dans les zones rurales ont un problème en commun: leur accès aux ressources

productives et aux opportunités est inférieur à celui des hommes.

Il y a de l'espoir, heureusement, et c'est là où je veux en venir.

Les femmes sont des agents de changement.

Et c'est à toute la société qu'il incombe de réduire le fossé hommes-femmes, un fossé qui impose des coûts à tout le monde.

Les politiques publiques n'affectent pas les hommes et les femmes pareillement. On doit examiner chaque solution en tenant compte de ses effets sur les unes comme sur les uns.

Il existe un tel processus au sein de l'appareil gouvernemental canadien.

C'est une analyse qui évalue comment divers groupes de personnes, selon leur genre, peuvent être touchés différemment par les initiatives gouvernementales.

En plus, le Canada s'est doté d'une politique d'aide internationale féministe.

On veille désormais à ce que 80 pourcent des projets de notre engagement financier pour le climat, de 5,3 milliards de dollars, intègrent des considérations liées à l'égalité entre les sexes, conformément à cette politique.



Sur le plan international, le Canada a joué un rôle important dans la conception d'un premier Plan d'action pour l'égalité des sexes au sein de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, en 2017.

Puis, il a participé à son adoption, en 2019.

Les pays développés se sont d'ailleurs engagés à fournir et à mobiliser 100 milliards de dollars américains annuellement, afin d'appuyer tous les pays en développement dans la mise en œuvre d'actions de lutte contre les changements climatiques.

Ces changements sont un défi mondial. Le Canada le reconnaît.

C'est pourquoi nous avons codirigé, conjointement avec l'Allemagne, un processus visant à élaborer un Plan de mise en œuvre: pour démontrer comment et quand les pays développés atteindront l'objectif de 100 milliards de dollars américains.

L'engagement accru du Canada à l'égard du financement climatique reconnaît qu'une action **URGENTE** est nécessaire pour faire face aux crises interconnectées du changement climatique et de la perte de biodiversité.

Celles-ci touchent de façon disproportionnée les plus pauvres et les plus vulnérables.

À ce titre, le Canada affectera au moins 20 pourcent des 5,3 milliards de dollars de son engagement financier pour le climat à des projets de solutions fondées sur la nature – et contribuant à générer des cobénéfices en matière de biodiversité dans les pays en développement.

Cela représente plus d'un milliard de dollars canadiens.

Le financement, bien qu'essentiel, n'est pas tout.

Il faut aussi mieux inclure les femmes dans la prise de décisions.

Avec des femmes en politique et dans la vie communautaire, on prend des décisions qui reflètent mieux la diversité des besoins de la société.

Ces dernières années, le Canada a agi de façon concrète en ce sens.

Premièrement, on a travaillé avec l'organisation des femmes pour l'environnement et le développement à la tenue de séances de formation en négociation de la CCNUCC.

Les participantes provenaient de pays en développement de la région des Caraïbes.

Depuis 2017, on a ainsi soutenu l'organisation de plusieurs ateliers de renforcement des capacités à l'intention des femmes négociatrices, en Afrique francophone surtout.

Tant aux niveaux local, régional, national qu'international, les femmes doivent participer plus activement à la prise de décisions les concernant particulièrement.

Et la formation de négociatrices sur le terrain est un bon point de départ, un très bon outil pour soutenir leur apport aux négociations et à l'élaboration de politiques climatiques, à tous les niveaux.

En tout, nos efforts pour le climat et l'environnement ont permis de former 180 négociatrices francophones de 23 pays, depuis 2017.

Si je vous disais que, depuis que je vais à la COP de la CCNUCC, soit depuis 1995, je vois plus de

femmes aux tables de négociation, vous diriez :  
c'est encourageant!

Mais je trouve que les progrès réalisés depuis  
27 ans sont trop lents.

On peut faire mieux, beaucoup mieux.

Le rôle des femmes en tant que leaders du climat  
commence à la base, par l'éducation.

Il faut encourager les filles à rêver grand, à aller à  
l'école, à poursuivre leurs études.

Les filles de l'espace francophone doivent pouvoir  
embrasser une carrière scientifique, technologique,  
en ingénierie ou en mathématiques, si elles le  
souhaitent.

Il y a une expression québécoise très imagée : « il faut que les bottines suivent les babines. » Si on veut changer la réalité, il faut financer les organisations féministes, celles qui œuvrent à la promotion de l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes.

Quand on parle de femmes, on ne parle pas d'une minorité. On parle de la moitié de l'humanité.

Il faut s'assurer que tous nos projets tiennent compte d'elles, de vous.

Parce que l'égalité fait partie des valeurs démocratiques et des droits de la personne.

Le secteur privé doit, lui aussi, mettre l'épaule à la roue.

L'an dernier, le Canada a lancé le Conseil d'action en matière de finance durable pour réunir l'expertise financière des secteurs public et privé.

Le marché évolue.

Investisseurs, gens d'affaires, producteurs et consommateurs, tous ont l'intelligence et la volonté de transformer le défi environnemental mondial en avantage économique et social.

L'Agence internationale de l'énergie a estimé que jusqu'à 50 pourcent des technologies requises pour parvenir à la carboneutralité d'ici 2050 n'en sont qu'aux premiers stades de développement.



De nouvelles technologies conçues par des femmes seront adaptées aux besoins des femmes, appropriées et durables.

Ensemble, nous devons renforcer le pouvoir des femmes et des filles pour bâtir un monde plus inclusif, prospère et pérenne.

Sur cette note et à l'avance, je vous souhaite une belle Journée internationale de la francophonie.

Merci.